

# POURQUOI LA CRISE N'INTÉRESSE PLUS GRAND MONDE

Ils viennent d'horizons différents: le monde de l'entreprise, celui des universités ou de la société civile et ils ont chacun leur regard sur la crise politique. Tantôt inquiets, tantôt critiques, tantôt pleins d'humour, ils s'interrogent. Pourquoi un an après les élections, le pays n'a-t-il toujours pas de gouvernement? Et surtout pourquoi cela semble ne plus émouvoir personne?

## BRUNO COPPENS

*Humoriste*

«Moi je dis 'courage'. C'est la première année la plus dure mais après, ça deviendra la règle. La Belgique deviendra un pays sur-réaliste sans gouvernement.



© Sofie Van Hoof

Bon, même si économiquement, ce n'est pas viable, il faut avouer qu'on est quand même pas mal lotis. On est primés à Cannes. Van Rompuy est à l'Europe, on promet à Reynders le FMI. Enfin, ça fait des années qu'on lui fait miroiter un bon poste, celui de Premier ministre aussi. Au final, il n'est même plus président de son parti.

Mais sinon ça va plutôt bien. Alors surtout, ne touchons à rien. Le seul problème là-dedans, c'est: que va faire Yves Leterme? Depuis un an, il devrait être en congé. Imaginez que ça dure encore et qu'il fasse vingt ans d'intérim. Est-ce que ça va compter pour sa pension? Va-t-il devoir prendre un informateur ou un formateur pour trouver son remplaçant?

Peut-être que la solution, ce serait qu'Elio Di Rupo embrasse Bart De Wever. Il lui refilerait son angiome et l'obligerait à se taire.»

## STÉPHANIE DEMOULIN

*Professeur de négociation et de gestion de conflits à l'UCL*

«On a l'impression que les

négociateurs ont un sentiment d'impuissance. Rien ne bouge. On est allé d'échec en échec. Donc, maintenant, on manque d'énergie face aux éléments négatifs qui se reproduisent. On fait face à une situation de blocage. Mais il y a toujours des



© Doc

moyens de sortir de l'impasse.

Il faut un déclencheur externe ou interne. Cela peut être une pression plus forte de la part de la population mais cela n'a pas l'air d'être le cas. Cela peut aussi venir d'une tierce personne: une autre nation, l'Europe ou les fameuses agences de notation.

Il peut aussi y avoir un événement qui n'a rien à voir avec la politique, comme une catas-

trophe. Il y aurait alors un ennemi commun contre lequel se battre. Une autre possibilité, c'est le retour aux urnes. Cela pourrait aider mais c'est peu probable car il y a un risque que les votes aillent vers les extrêmes.

Et en ce qui concerne les éléments internes, il pourrait y avoir des changements structurels: un autre négociateur, un autre lieu, un autre moment, des règles qui changent. Mais tout cela a déjà été tenté. Donc, il y a peu de chances que cela fonctionne.

Ce qu'ils doivent faire, c'est changer la dynamique. Aller plus dans le sens d'une collaboration que d'une compétition.

Maintenant, nous sommes dans une situation que l'on dit de somme zéro. Il y a deux grands groupes qui s'opposent. Les objectifs poursuivis par chacun sont vus comme irréconciliables et mutuellement exclusifs. Donc, il ne faut surtout pas laisser l'autre gagner.

Or, pour arriver à négocier, il faut un réel engagement de toutes les parties. Car on ne peut pas collaborer tout seul. D'ailleurs, si on collabore et que l'autre nous fait croire qu'il fait de même, on peut se faire avoir.»

## PASCAL DELWIT

*Politologue à l'ULB*

«Le temps de la négociation est un moment excitant pour les politologues. Mais nous sommes aussi des citoyens. Donc, nous aussi nous faisons face à cette attente, à cette lassitude.

Ce qu'il y a, c'est qu'on fait du surplace. Et au bout d'un moment, tout le monde s'ennuie. On essaie alors de voir ce que fait l'autre. Est-ce qu'il va craquer?

Il y a aussi parfois des moments de dramatisation sans que cela ne change les choses. Plus il y a de



© Doc

communication, moins on avance sur le fond, et réciproquement.

Les négociations ne se font pas en plein jour sous l'œil des camé-

ras. En ce qui concerne la note de Vande Lanotte ou celle de Wouter Beke, il n'y a pas eu d'échos. Pour Wouter Beke, il n'y a même pas eu de rapport écrit. Donc, on ne sait pas ce que cette note contient.

Or, nous sommes souvent interpellés par les médias, les étudiants, les amis, sans que l'on sache quoi leur dire vu qu'il ne se passe rien.»

## MARC LITS

*Directeur de l'Observatoire du récit médiatique*

«En 2007, les médias jouaient fort la carte de leur région. et puis, il y a eu cette grande manifestation pour la Belgique. C'est à ce moment qu'on a vu des collaborations entre journaux flamands et francophones. Le résultat est qu'on assiste à un mouvement un peu curieux. D'un côté, ils relaient toujours la position de leur région.

D'un autre côté, ils essaient de dire qu'il faut maintenir la Belgique. Mais on ne peut pas dire qu'ils mettent de l'huile sur le feu. Ils ont beaucoup soutenu les manifestations citoyennes jusqu'à ce que le mouvement se

dégonfle.

Les médias ne sont donc pas responsables de la lassitude des citoyens. La crise est longue. Ils ne peuvent pas non plus faire des articles tous les jours, surtout qu'il ne se passe rien et que les politiques se font discrets.

Aujourd'hui, la crise est donc peu présente par rapport à son importance. Cela s'explique aussi



© Doc

par le fait que l'on a aussi vécu pas mal d'événements internationaux: Fukushima, l'Égypte, la Tunisie, etc, qui ont pris la place de la politique belge.

Et si maintenant, on reparle de cette crise c'est parce que c'est un anniversaire. Mais, dans le fond, il ne se passe toujours rien.

## OLIVIER KLEIN

**Professeur de psychologie sociale à l'ULB**

«Si les mouvements collectifs n'aboutissent pas, c'est parce qu'il y a une forme de découragement des citoyens. L'absence de solution claire crée aussi une forme de résignation.



© Doc

Un autre problème est que ces mouvements n'ont pas toujours des objectifs clairs. Ils veulent qu'un gouvernement soit formé. Mais pour parvenir à quoi? Lors de la manifestation Shame, il n'y avait pas de revendication politique, aucun mot d'ordre. On peut avoir honte de l'incapacité des

francophones comme du radicalisme flamand. Du coup, les politiques n'ont pas de pression puisqu'ils peuvent interpréter le message comme ils le veulent. Cela ne donne donc pas de résultat politique concret.

Ce qui pourrait avoir un effet, c'est le portefeuille des Belges. S'il y avait en Belgique les mêmes problèmes que certains pays européens rencontrent ou si l'indexation des salaires devait être remise en cause, il y aurait sans doute un soulèvement plus fort.»

## ANDRÉ ROSSEEL

**CEO d'Indumat**

«Le sentiment général, c'est de l'insécurité. On manque de vision pour l'avenir. Le problème, pour les entrepreneurs, c'est que nous ne savons pas comment investir. J'envisage d'agrandir la société mais pour aller où? Si les réformes donnent une fiscalité différente dans les régions, difficile de savoir où on doit se situer. Moi, j'ai choisi de rester sur Bruxelles. Comme chef d'entreprise, je ne suis pas fort intéressé par les problèmes linguistiques. D'ailleurs, je suis flamand.



© Doc

Mais il faut de la motivation pour rester en Belgique. Il y a des pays où la situation est quand même plus facile.

Aujourd'hui, la croissance de l'entreprise est due à l'exportation, pas au marché local. Car la crise intervient au niveau de la confiance des consommateurs. Ils ont tendance à épargner et à consommer moins. Alors que si le regard de l'étranger est perplexe — il se demande comment une telle situation est possible —, ce n'est pas pour autant qu'il ne va pas passer commande. Pour lui, c'est un peu folklorique.»

## RUDI THOMAES

**Administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique**

La passivité menace en ce moment de prendre le pas dans les milieux politiques. Le concept de

«compromis» est de plus en plus relégué au rang d'ultime recette conduisant à la défaite électorale. Et bien que la Belgique détienne le record mondial de la plus longue formation de gouvernement, la polarisation continue à régner en maître. On ne peut pas passer à côté du premier anniver-



© Jouret

saire des élections du 13 juin 2010 sans gouvernement. Celui-ci doit au contraire constituer un signal d'alarme poussant la classe politique à utiliser les performances encourageantes de nos entreprises et le nouveau cadre européen, objectif et éclairant, pour venir à bout d'une série de résistances.» ■

**Propos recueillis par Anaïs Sorée**

"Le(s) présent(s) article(s) est (sont) reproduit(s) avec l'autorisation de l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be"